



25 octobre 2021

## HOLD UP SUR NOS SALAIRES !

L'urgence sur les salaires s'est imposée dans le débat public, à moins d'un an des élections présidentielles. Il faut dire que l'heure est grave. Selon une enquête de la DREES, un institut statistique qui dépend du gouvernement, les salarié.es, qui selon la CGT sont les experts de leur quotidien, estiment qu'il faut 1760 euros nets par mois et par personne pour vivre décemment dans notre pays. Or, cette somme représente le salaire médian en France : cela signifie qu'un.e salarié.e sur deux gagne moins.

Dans certains secteurs, les niveaux de salaire médian sont même bien inférieurs. Ainsi, celui des caissières est de 1300 euros nets selon la même DREES, celui des ouvriers qualifiés du BTP de 1500 euros, celui des plongeurs dans les restaurants de 1270 euros, celui des assistantes maternelles de 1108 euros. Il s'agit là, pour la plupart, de métiers que Macron a qualifiés de « seconde ligne », dont un grand nombre sont à prédominance féminine, que la CGT définit comme étant ceux d'utilité sociale commune. Autrement dit, des métiers dont la société ne peut pas ou très difficilement se passer, même pour un temps limité, comme la pandémie nous l'a démontré.

Alors même que Macron reconnaissait, lors de la première vague, que ces métiers indispensables étaient fort mal payés, il n'a pas agi dans le sens d'une revalorisation. Au contraire, il a mis en place les APC (Accords de Per-

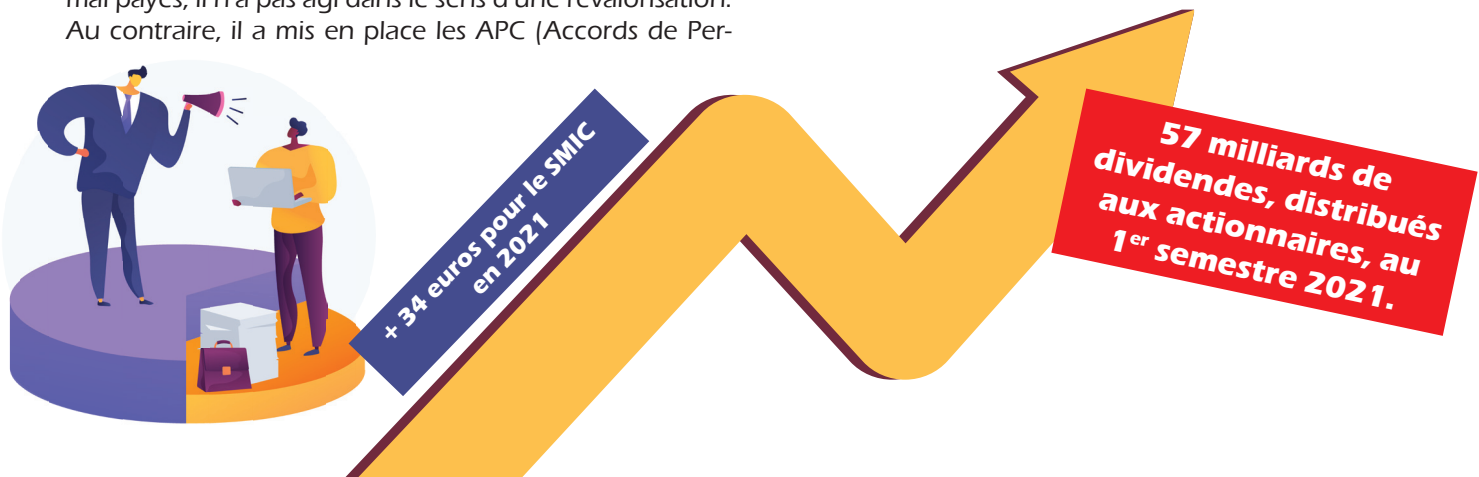
formance Collective) qui exigent des baisses de salaires pour ne pas détruire des emplois. Et il a refusé une réelle hausse du SMIC, puisqu'en janvier 2021, une hausse ridicule de 0,99 % a été décidée. Une seconde hausse du SMIC en octobre, face à l'inflation, a accordé 34 euros de plus : bien insuffisant face à la hausse très forte des prix.

**Tenter de faire baisser les prix n'est pas la solution. La solution c'est d'augmenter les salaires.**

Dans la fonction publique, on observe la même obstination à ne pas dégeler le point d'indice. La CGT n'est d'ailleurs pas dupe, face aux manoeuvres mises en place du gouvernement qui ment aux agent-e-s percevant les plus bas salaires, en arguant qu'ils bénéficieront d'une augmentation mais uniquement sur les

premiers échelons de la catégorie C, avec une prise en charge partielle de leur protection sociale complémentaire, allant jusqu' à 100€. Dans les faits, l'augmentation est moindre et est réservée à certains seulement.

Aujourd'hui, l'ensemble des rémunérations (traitements et primes) et pensions versées à tous les ayants droit des 3 versants, a reculé de 0,8 point dans les richesses créées (le PIB), par rapport à la moyenne des années 1990 à 2007. Rapporté au PIB de 2019, déjà affecté par la pandémie, cela représente entre 19 et 20 milliards d'euros de moins consacrés aux agent.es de la fonction publique.



# Les faux semblants du camp d'en face pour contourner les hausses salariales

Mis sous pression face à la hausse des tarifs de l'énergie, des matières premières et de l'alimentation le gouvernement allume des contre feux et entretient des mirages. Les chèques «carburant» (financés par nos impôts), ou autres «boucliers tarifaires», sont des expédients aux effets très limités. Tenter de faire baisser les prix n'est pas la solution. La solution c'est d'augmenter les salaires. Pour le gouvernement, il s'agit d'un tabou avec l'argument selon lequel cela aggraverait la hausse des prix. Or, depuis 40 ans que les salaires sont désindexés sur les prix, ceux-ci augmentent pour bien d'autres raisons, alors que les salaires ne suivent pas et que nos conditions de vie continuent de se dégrader.

C'est au patronat de financer une augmentation générale. Il en a les moyens, dès lors que les taux de marge des entreprises sont stratosphériques, à hauteur de 35%, et que les résultats du CAC 40 atteignent des records historiques, avec 57 milliards de dividendes, distribués aux actionnaires, au premier semestre 2021. De même, la participation, l'intéressement ou l'épargne salariale qui a été multiplié par 6 depuis 1995, ne sont pas la piste à privilégier. Elles ne sont pas soumises à cotisation, ne bénéficient pas aux caisses de la Sécu et elles ne tombent pas régulièrement, de façon à faire face aux dépenses du budget quotidien. Définitivement, le chemin est celui des revalorisations salariales.

## Le chemin du portefeuille patronal

Les pleurnicheries des organisations patronales, selon lesquelles ils ne peuvent assumer des hausses de salaires, sont à balayer d'un revers de main. Quand la pénurie de main d'œuvre met en péril la rentabilité, les patrons savent retrouver le chemin du portefeuille. Ainsi, avant même la reprise de négociations dans le secteur de l'hôtellerie restauration, l'organisation patronale majoritaire a accordé

d'emblée une hausse de 6 à 9% de salaires. Cela en dit long sur leurs capacités de trésorerie.

Quand dans certains secteurs, comme celui de la propreté, la hausse envisagée est de 1,6%, alors qu'on y trouve des grands groupes qui se bâfrent, il faut monter le curseur des luttes. Ainsi, dans le Val-de-Marne, l'entreprise Lasserre refusait toute négociation et après une semaine de grève, une hausse de 5% a été gagnée avec une prime en plus. Même cas au CESAP à Thiais, après 10 jours de grève, la victoire est totale aussi avec maintien des 32 heures hebdomadaires et une prime de 750 euros dans un premier temps. De façon globale, le moment est propice pour construire le rapport de forces et gagner, par les mobilisations, des hausses de salaires. Les luttes en la matière ont été nombreuses, lors des derniers mois, dans l'entreprise Mécacentre, en passant par XPO ou la STEF. L'objectif sera double, car ces augmentations de salaires abonderont les caisses de retraites en cotisations.



## Les solutions de la CGT

Les solutions de la CGT, comme **le SMIC à 2000 € bruts** en minima de branches et de grilles indiciaires pour les salarié.es, sans aucune qualification, sont les plus appropriées. **L'augmentation du point d'indice dans l'ensemble de la fonction publique**, ainsi que **l'égalité salariale entre les femmes et les hommes**, notamment **la valorisation des filières à prédominance féminine** que sont la santé, le social, l'aide à la personne. Il est urgent d'imposer, ensemble, ces solutions au patronat. Elle est de nature à créer une dynamique économique salubre. **Les augmentations de salaires, loin de mettre en péril la reprise et la croissance, les sécuriseront : 55% du PIB vient de la consommation des ménages !** Le gouvernement doit prendre ses responsabilités et conditionner les centaines de milliards d'aide publique, à une politique patronale impulsant une augmentation générale des salaires.

**AVEC LA CGT, C'EST LE MOMENT DE GÉNÉRALISER LA PROTESTATION ET ORGANISER DES ACTIONS DANS TOUTES LES ENTREPRISES DU VAL-DE-MARNE.**



# L'ARGENT POUR LES SALAIRES ! PAS POUR LES ACTIONNAIRES !



## BULLETIN DE CONTACT ET D'ADHÉSION

Nom : .....

Prénom : .....

Entreprise : .....

Ville : .....

Téléphone : .....

Mail : .....

À retourner à l'Union Départementale CGT du Val-de-Marne  
Maison départementale des syndicats Michel Germa - 11/13, rue des Archives - 94010 Créteil Cedex  
Tél : 01 41 94 94 00 - Mail : viesyndicale@cgt94.fr

